Discours de Lord George Brown (Londres, 2 novembre 1967)

Légende: Le 2 novembre 1967 à Londres, Lord George Brown, ministre britannique des Affaires étrangères, expose devant la Chambre des Communes les objections qu'avance le gouvernement français à l'encontre de l'entrée de la livre britannique dans l'économie communautaire.

Source: Archives historiques des Communautés européennes, Florence, Villa Il Poggiolo. Dépôts, DEP. Edoardo Martino, EM. EM 169.
Archives historiques des Communautés européennes, Florence, Villa Il Poggiolo. Dépôts, DEP. Edoardo Martino, EM. EM 169.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU
Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:
http://www.cvce.eu/obj/discours_de_lord_george_brown_londres_2_novembre_1967-fr-d2821a1c-f6d8-44ff-8335-90d33688893f.html

Date de dernière mise à jour: 04/07/2016

Discours de Lord George Brown (Londres, 2 novembre 1967)

[...]

Bien que nos engagements soient toujours à l'échelle planétaire, nous devons désormais agir principalement en Europe et par son intermédiaire. En Europe, parce que c'est là que nous nous trouvons; par l'Europe parce que ce n'est qu'au travers d'une Europe unie qu'avec nos amis européens nous pouvons jouer notre rôle dans le monde. L'unité européenne nous aidera, nous les Britanniques, à jouer un rôle important et influent dans l'avancement du processus d'instauration de la paix mondiale et dans les efforts pour aider les pays pauvres à résoudre les énormes problèmes du développement. Tels sont les motifs qui nous ont poussés à adopter nos politiques européennes et à demander notre adhésion aux Communautés européennes. Nous avons dit sans détour que nous voulons élaborer en Europe et avec les autres Européens notre destin commun – destin non simplement économique, mais aussi politique. Notre engagement est total.

Personne ne doute plus, je pense, de notre sincérité à cet égard. Au cours des mois écoulés, nous avons manifesté maintes fois le soutien que suscitent les politiques européennes du gouvernement. Je ne citerai que le vote quasi-unanime de l'ensemble des partis, ici même, le 10 mai et l'imposante majorité favorable à notre politique lors de la conférence du Parti travailliste.

Le soutien dont nous avons bénéficié à l'intérieur du pays a eu bien entendu ses effets à l'étranger. Car nous avons su non seulement éliminer les derniers doutes que certains de nos amis entretenaient encore sur nos motivations, mais aussi faire en sorte qu'eux, à leur tour, voient plus clairement qu'auparavant les possibilités meilleures qui s'offrent maintenant à l'Europe, si nous parvenons à nous unir. À travers l'Europe de l'Ouest, telle une vague, l'opinion publique nous pousse à aller de l'avant pour parvenir à cette unité européenne réelle que nous voulons, et à sa condition préalable essentielle – l'admission de la Grande-Bretagne. Mais au lieu de cela, les Français déclarent apparemment maintenant qu'ils considèrent le rôle de la livre sterling et notre position économique comme les principaux obstacles à notre entrée.

Le rapport de la Commission européenne avait déjà abordé ces questions, pour conclure que la Communauté aurait à discuter avec nous d'un certain nombre de questions relatives aux perspectives de notre économie et à la meilleure manière d'intégrer la livre dans les dispositifs monétaires et économiques propres à la Communauté. Permettez-moi donc de dire tout de suite que nous n'avons pas à nous étonner d'un tel désir de la Communauté.

Nous sommes, après tout, un pays plutôt important doté de ressources substantielles. Ce qui arrive à notre économie affectera les autres, et l'ajout à la Communauté d'une monnaie internationale telle que la livre ne sera pas un détail négligeable.

Nous pensons pour notre part que ce problème, qui devra être abordé comme d'autres questions lorsque les négociations s'ouvriront, peut être résolu. Nous pensons qu'il offre aux autres pays de nouvelles possibilités d'expansion commerciale et financière et pourrait accroître fortement l'influence collective de la Communauté dans le reste du monde. Mais la Communauté peut à bon droit souhaiter être rassurée sur ces points et nous sommes absolument disposés à en discuter avec elle.

Nous partirons bien sûr de l'hypothèse que tous les doutes que la Communauté pourrait

exprimer sur ce sujet seront fondés et ne seront pas seulement des obstacles soulevés pour retarder les progrès. Nous attendrons de chacune de ces discussions qu'elles aient des objectifs clairement formulés et que toute proposition de modification soit réaliste. Nous jugerions irréaliste, par exemple, toute proposition de quiconque recommandant l'abandon brutal du rôle international de la livre.

La livre sterling constitue un élément important du système monétaire mondial. Les Six, tout comme nous, ont un intérêt manifeste à faire en sorte que ce système continue de fonctionner. Il a évolué dans le passé, il évolue aujourd'hui et continuera d'évoluer, que nous rejoignions ou pas la Communauté. Historiquement, l'évolution est lente. Elle implique de consulter les autres parties intéressées, y compris, bien entendu, les détenteurs de livres sterling.

[...]